

Le Monde

Economie

Opinions et stratégies, acteurs et entreprises

« Mégachocs » : et si leurs effets devenaient insurmontables ?

- Depuis 1980, le nombre de sinistres de grande ampleur augmente
- Les experts proposent de renforcer la résilience des sociétés



Après le tsunami au Japon, les sauveteurs fouillent des débris dans la ville de Minamisanku, vendredi 18 mars. MIKE CLARKE/AFP

En 1986, l'année de Tchernobyl, le sociologue allemand Ulrich Beck expliquait, dans *La Société du risque* (traduit en français en 2001 chez Aubier), que l'extension des risques est consubstantielle à la mondialisation de l'économie industrielle occidentale, et non le résultat de l'affrontement entre l'homme et une nature dont il doit maîtriser les dangers.

A côté des « biens » sont donc produits des « maux », dont la répartition – tout comme, par le passé, celle des biens – devient l'objectif central des affrontements socio-

politiques. « Le caractère indéterminé des aléas et des risques a déjà rendu quasi caduques les politiques de sécurité du complexe financiero-

Dossier

assurantiel sur lequel repose le capitalisme contemporain », déclarait-il dans une interview au « Monde Economie » du 20 novembre 2001.

La triple catastrophe japonaise – séisme, tsunami, nucléaire – confirme cette entrée dans l'ère des « méga-risques », également

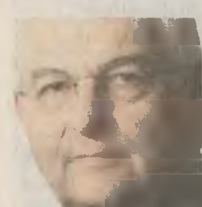
annoncée par des chercheurs comme Patrick Lagadec (Ecole polytechnique) après les attentats du World Trade Center en 2001. « Ce n'est pas quelque chose de plus, c'est quelque chose d'autre », écrit-il dans l'ouvrage collectif américain *Megacrisis* (Charles C. Thomas Pub., 2009), où il ne s'agit plus d'un événement et de ses « effets dominos », mais du blocage simultané des différents systèmes économiques et sociaux en raison de la désintégration des réseaux d'interdépendance qui les relie. « Nous avons été préparés à penser

un monde stable, avec des accidents de temps en temps, et à voir les crises comme des moments difficiles à traverser avant de revenir à la normale (...). Mais les « méga-crisis » sont le véritable moteur du monde, le principe de son évolution. Nous devons nous préparer à être surpris, et non préparer des plans pour éviter la surprise. »

Le coût du séisme et du tsunami japonais est, très provisoirement, estimé à 160 milliards de dollars (113 milliards d'euros), dont 35 milliards à la charge des assureurs.

►►► Lire la suite page 4

L'éclairage de Martin Wolf page 2



Aussi coûteuses que soient les conséquences du tsunami, le Japon s'en relèvera

Entreprise p. 3

La Chine devient un géant du ferroviaire, par Joël Ruet

Stratégie p. 6

Amundi est le numéro un en France de la gestion d'actifs

Nicolas Baverez



Reconstruire l'Europe



Après les négociations du G20 et la dévastation du Japon, la crise européenne s'emballa. Sur le plan économique, la divergence s'exacerbe entre le miracle allemand (croissance de 3 %, chômage de 7 %, déficit public de 2,5 % du produit intérieur brut, excédent commercial de 155 milliards d'euros) et la récession persistante des pays périphériques (de -4 % en Grèce à -0,1 % en Espagne, où le taux de chômage dépasse 20 %). Sur le plan financier, la Grèce ne peut échapper à une restructuration de sa dette, tandis que le nouveau gouvernement irlandais entend renégocier les conditions du plan de secours et que le Portugal persiste à différer le recours inéluctable à l'aide, alors qu'il emprunte à 7,7 % avec une dette de 85 % du PIB et une croissance potentielle de 1 %.

L'Europe aura donc perdu toutes les batailles depuis le déclenchement de la crise. Bataille de la reprise dont elle fut la variable d'ajustement en raison de la surévaluation de l'euro. Bataille commerciale avec le blocage de la dynamique du grand marché, son ouverture sans réciprocité et son pilotage par une politique de la concurrence qui joue contre la production et l'innovation. Bataille financière avec les crises liées de la dette souveraine et d'un système bancaire non restructuré et régulé par l'absurde. Bataille politique avec la montée des populismes et de l'hostilité à l'Europe chez ses citoyens. Bataille diplomatique avec l'inexistence tragique de l'Union face aux révolutions du monde arabe.

Le constat de faillite, partagé par les partenaires de l'Union, les marchés et les citoyens, est clair : dans un monde incertain fait de risques et de chocs, l'Europe agit toujours trop peu et trop tard. La crise se prolongera jusqu'à entraîner la rupture de l'euro et de l'Europe si un accord n'intervient pas sur une solution globale qui repose sur trois piliers : la transformation de l'euro en zone monétaire pérenne, ce qui implique désendettement, compétitivité économique et solidarité financière ; la réassurance de l'Allemagne, qui est la condition de son efficacité ; la création d'un gouvernement économique, qui constitue le socle de sa légitimité.

Une course de vitesse est engagée entre la prise de conscience des dirigeants européens et l'accélération des crises : choc pétrolier, tsunami japonais, tensions sur les dettes souveraines et secteur financier. Sur le plan économique se dessine un programme cohérent, associant une supervision budgétaire étroite, un effort de compétitivité fondé sur l'encadrement des salaires et la rationalisation des Etats-providence, un fonds de soutien porté de 440 à 500 milliards d'euros de manière permanente à compter de 2013, une relance du grand marché sous la forme d'un début d'harmonisation fiscale (assiette puis taux de l'impôt sur les sociétés) et sociale.

Au plan politique, cette stratégie s'adosse au renouveau du couple franco-allemand. Il trouve son origine dans le revirement des dirigeants allemands, qui se sont persuadés de l'impossibilité pour l'Allemagne de préserver son développement et son leadership européen en cas d'implosion de l'euro ou de déclin du continent.

►►► Lire la suite page 2

Annonces

Paroles d'experts Banque/Assurance Page 9
Dirigeants • Finance, administration, juridique, RH • Banque assurance
• Conseil, audit • Marketing, commercial, communication • Santé • Industries et technologies • Carrières internationales
Multiposte • Collectivités territoriales
Pages 7 à 10
Consultez notre site: www.lemonde.fr

DE MÉLIÈS À FELLINI
370 QUIZ POUR FAIRE VOTRE CINÉMA



5,95 € - EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Reconstruire l'Europe

►►► Suite de la chronique de Nicolas Baverez

La stabilisation de l'euro et la relance de l'Europe ne sont pas en effet deux angles morts : autant acquises. Le plan com- d'abord, l'absence de procédure de défaut organisé - à laquelle certains pays, comme la Grèce, ne pourront échapper - et de restructuration des banques - dont les actifs toxiques devraient pouvoir être rachetés par le fonds ; ensuite, la Banque centrale européenne pourrait ruiner toute reprise avec la hausse des taux précoce, qu'elle a annoncée pour avril 2011, plus aberrante que celle de juillet 2008.

Mais les plus grandes difficultés sont politiques. En Allemagne, le fossé se creuse entre la chancelière, Angela Merkel, et son ministre des finances, Wolfgang Schäuble, d'une part, le parti libéral, vital pour la coalition, et surtout, l'opinion allemande d'autre part. Du côté des nations en situation de défaut potentiel, les mouvements sociaux ou les électeurs remettent en question les plans d'aide. Enfin, la majorité des membres de l'Union sont hostiles à la constitution d'un directeur économique et monétaire franco-allemand.

Ledit couple présente d'ailleurs nombre de fragilités du fait des faiblesses de la France, qui a des discours fermes mais une stratégie incohérente. Avec une croissance limitée à 1,5% et un déficit commercial de 51 milliards d'euros, une impasse structurelle de 6% du PIB et une dette publique de 88% du PIB, une dépense sociale qui culmine à 35% du PIB et un taux de chômage de 14,5%, un secteur privé réduit à 43,4% de la dépense nationale, la France présente au plan national les caractéristiques inverses des objectifs qu'elle prétend fixer à ses partenaires, de concert avec l'Allemagne, pour le sauvetage de la zone euro.

La rencontre entre l'Europe politique à la française et l'Europe économique et monétaire à l'allemande ne sera durable que si le redressement de notre pays vient compléter la renaissance économique de l'Allemagne réunifiée. ■

Nicolas Baverez est économiste et historien.



L'éclairage Si colossal soit-il, le coût des catastrophes subies par l'Archipel est supportable pour ses finances publiques

Le Japon s'en relèvera

Par Martin Wolf

Sur ce dont on ne peut parler, il faut garder le silence. C'est ainsi que le philosophe Ludwig Wittgenstein (1889-1951) fixait des limites à notre discours. De la douleur et de l'angoisse des êtres humains frappés par les forces de la nature, je ne dirai donc rien. Mais il faut bien évaluer les conséquences de cette catastrophe pour le Japon et le reste du monde.

S'il existe un pays dont les habitants sont habitués à de telles tragédies, c'est bien le Japon. Sa population surmontera l'épreuve. Cela ne semble faire aucun doute. La question est plutôt de savoir si quelque chose de positif en sortira.

Quelles sont tout d'abord les conséquences économiques d'une catastrophe de cette ampleur ? En premier lieu, elle détruit des biens et désorganise l'économie. Le point important, en l'occurrence, sera son impact sur l'attitude des populations à l'égard de l'industrie nucléaire mondiale - et donc sur son avenir. Par ailleurs, les pertes devront être réparties entre ceux qui ont été directement touchés et les assureurs, tant publics que privés. Viendra ensuite la phase de reconstruction qui, en cette période de fléchissement économique, devrait aussi faire augmenter les dépenses publiques. L'impact de ces dépenses affectera à son tour les positions monétaires et budgétaires du pays, ainsi que sa balance extérieure.

D'un point de vue qualitatif, cela est clair. Il est beaucoup plus malaisé d'avancer des estimations quantitatives raisonnables, notamment parce que la menace nucléaire n'est toujours pas écartée. Avec

sa précision habituelle, Goldman Sachs a estimé que le coût total des dégâts causés aux bâtiments et installations de production s'élèvera à 198 milliards de dollars (141 milliards d'euros), soit 1,6 fois le bilan du tremblement de terre qui dévasta Kobe en 1995. Si ce montant se révélait exact, il équivaudrait à 4% du produit intérieur brut (PIB) nippon. Le fait que la Bourse de Tokyo ait perdu 610 milliards de dollars depuis le 11 mars - soit 12% du PIB - est probablement dû à une réaction excessive.

La désorganisation économique sera cette fois plus grave qu'elle ne l'a été en 1995, notamment en raison des interruptions de fourniture d'électricité. Beaucoup dépendra de la durée pendant laquelle elles

Le coup subi par les assureurs sera sévère. Les premières estimations des pertes vont de 10 milliards à plus de 60 milliards de dollars. Elles n'ont cessé d'être revues à la hausse, ce qui ferait du séisme la catastrophe naturelle la plus coûteuse de l'histoire. De surcroît, il survient après deux gros tremblements de terre en Nouvelle-Zélande et les inondations en Australie. L'industrie mondiale de l'assurance va être soumise à rude épreuve. Mais les gouvernements sont les assureurs de dernier recours. Cela se vérifiera aussi au Japon. L'industrie bancaire perdra aussi de l'argent, mais l'estimation des pertes conduit à penser qu'elles ne seront pas trop lourdes à supporter.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) prévoit que la dette publique brute du Japon s'élèvera à 204% du PIB à la fin de 2011, et l'endettement net à 120%. Le déficit budgétaire public devrait, quant à lui, s'établir à 7,5% du PIB. Face à l'énormité de tels montants, le coût estimé de la reconstruction passerait presque pour une bagatelle. Par ailleurs, l'impact à court terme d'une éventuelle flambée des dépenses devrait être limité. Au quatrième trimestre de l'année 2010, le PIB était de 4% inférieur à ce qu'il avait été au premier trimestre de 2008. Il existe une marge substantielle pour une augmentation de la demande et une hausse correspondante de la production.

être difficile d'augmenter les impôts. L'idée selon laquelle une crise budgétaire serait imminente me paraît loufoque.

La banque centrale a un rôle important à jouer en injectant des liquidités, ce qu'elle fait. A mesure que les capitaux rentreront au pays, le yen s'appréciera. Les autorités devraient réagir en tentant de l'empêcher de trop monter.

En attendant, le gouvernement a l'occasion de rassembler le pays autour d'un programme de réforme et de réduction des dépenses, dont l'objectif ne consistera pas à accélérer la croissance de la productivité. Depuis 1990, la production nipponne par heure a augmenté dans les mêmes proportions qu'aux Etats-Unis. L'excédent de l'épargne industrielle représente pour le Japon un problème plus pressant. Une politique qui inciterait les grandes entreprises à redistribuer une part beaucoup plus grande de leurs revenus à leurs actionnaires serait sans nul doute salubre. Si cela se produisait, les efforts de réduction des déficits budgétaires à plus long terme auraient de bonnes chances de porter leurs fruits.

C'est dans l'adversité qu'un pays montre sa force de caractère. C'est assurément ce que les Japonais vont faire dans ces circonstances tragiques. Aux dirigeants d'être à la hauteur du courage de la population. S'ils s'en montrent capables, ce désastre pourrait déboucher sur une renaissance. ■

Cette chronique de Martin Wolf, éditorialiste économique, est publiée en partenariat exclusif avec le « Financial Times » © « FT » (Traduit de l'anglais par Gilles Berton)

Le secteur privé enregistre des excédents suffisants pour couvrir le déficit public

se poursuivront. Si elles perdurent jusqu'à la fin avril, note Goldman Sachs, une baisse du PIB réel au deuxième trimestre sera probablement suivie d'un rebond au troisième. Si elles se poursuivent durant toute l'année, le PIB se contractera sûrement sur les quatre trimestres.

Il paraît toutefois extrêmement peu probable que l'impact soit du même ordre de grandeur que celui de la crise financière mondiale. Celle-ci a fait fléchir le PIB nippon de 10% entre le premier trimestre 2008 et le premier trimestre 2009, soit la plus forte baisse parmi les pays du G7. L'impact de ce choc-là sera sans doute beaucoup plus faible.

Les surcoûts budgétaires induits par le séisme de Kobe ont atteint 64 milliards de dollars sur cinq ans. Si le coût supporté par le gouvernement à la suite du récent tremblement de terre s'élève à 1,6 fois celui du précédent, le montant total se chiffrerait à environ 100 milliards de dollars, soit 2% du PIB annuel, et une moyenne annuelle de 0,4% du PIB sur, disons, cinq ans. Il y aura également un impact sur les recettes fiscales. Il est beaucoup trop tôt pour en évaluer précisément l'échelle. Mais en tout état de cause, ces montants sont trop faibles pour avoir des conséquences significatives sur la solvabilité budgétaire.

Bercy au cœur du pouvoir
Thomas Bronnec et Laurent Fargues
Denoël, 280 pages, 18 euros

Le livre Machiavel à Bercy

À travers plus de 150 entretiens avec des personnalités ou des anonymes qui ont exercé au ministère de l'économie et des finances ou au budget, les auteurs, deux journalistes, l'un de L'Expansion puis L'Express et l'autre d'Acteurs publics, livrent une enquête aux allures de roman et s'infiltrèrent derrière les barrières de cette citadelle, « monument à la Kafka » qui domine la Seine.

La rivalité entre Christine Lagarde et François Baroin, les dessous de l'affaire de l'appartement d'Hervé Gaymard, furtif ministre de l'économie en 2004, la poigne de fer de Strauss-Kahn ou d'un Fabius... derrière ces anecdotes se jouent des luttes de pouvoir dont les conséquences orientent les décisions économiques de la France. Voire plus : la machine administrative de Bercy « pèse, beaucoup plus qu'ailleurs, sur les choix politiques », écrivent les auteurs.

Indispensables, les technocrates du ministère sont habiles pour brouiller les chiffres et utiliser les procédures dans le sens d'une certaine idéologie, la fameuse « pensée unique » de Bercy, baptisée ainsi par les politiques qui l'ont fréquen-

té. C'est une « doxa » qui prône la concurrence, fait confiance au marché plus qu'à l'Etat et ne redoute qu'une chose, la dégradation de la note de la France, le prestigieux triple A.

Raison pour laquelle, selon l'enquête, l'administration du ministère n'a pas accepté l'idée d'un grand emprunt à 100 milliards d'euros, lancée par Henri Guaino, conseiller du président de la République, Nicolas Sarkozy, début 2009. Bercy n'a pas voulu aller au-delà de 35 milliards d'euros et, au moyen de montages financiers, a réussi à réduire l'impact de l'emprunt sur le déficit... et sur les investissements qu'il promettait. Un exemple parmi d'autres qui révèle l'ampleur de l'influence des « technos » de Bercy et en fait un cadeau empoisonné pour ses ministres.

Souvent un tremplin pour Matignon ou l'Élysée - le destin de Valéry Giscard d'Estaing, Laurent Fabius ou M. Sarkozy en témoigne -, le ministère est surtout la direction d'une puissante administration, difficile à dompter. « Bercy mène à tout, à condition d'en sortir », concluent les auteurs. ■

Aglaé de Chalus

Les acteurs de l'économie Pierre Jacquet
Sicco Mansholt : de la PAC à la croissance zéro

Sicco Mansholt (1908-1995) a été l'un des artisans de la construction européenne et l'un des pères fondateurs de la politique agricole commune.

Issu d'une famille d'agriculteurs néerlandais, il commence une carrière d'agronome dans une plantation de thé à Java (Indonésie), puis dans son pays où il développe un polder. Résistant durant la seconde guerre mondiale, il devient ensuite ministre de l'agriculture des Pays-Bas, puis responsable de l'agriculture dans la première Commission européenne. Il fait adopter à la conférence de Stresa (1960) le plan qui fondera la politique agricole commune (PAC). Il sera ensuite vice-président, puis président (1972-1973) de la Commission. Après cet engagement européen, il devient un apôtre du Club de Rome et un promoteur de la « croissance zéro », avec la publication d'un ouvrage, en 1974, intitulé *La Crise* (Stock).

Son parcours entre en résonance avec la situation actuelle : d'une part pour son engagement en faveur du développement agricole, qu'il considérait comme l'un

des moyens essentiels de l'élévation du niveau de vie en Europe et comme un des vecteurs privilégiés de la réconciliation ; d'autre part pour son intuition sur les limites de la croissance consumériste.

Poids de l'agriculture

Sur le plan du développement agricole, les réformes successives et nécessaires de la PAC n'enlèvent rien à la réalité de son succès par rapport aux objectifs initiaux, puisque, comme le pensait Mansholt, ce pilier de la construction européenne a aussi permis un développement remarquable de la production agricole. Il est normal que, même lorsqu'elles réussissent, les politiques publiques rencontrent des limites et doivent évoluer. Ce n'est alors pas de démantèlement qu'il doit s'agir, ni d'opposition entre politiques publiques et marchés, mais d'adaptation et de réforme. La PAC, comme d'autres politiques menées ailleurs, a montré le rôle des politiques publiques dans le développement agricole.

Ce message prend toute son importance à l'heure où le poids de l'agriculture dans le développe-

ment, et dans la réduction de la pauvreté est à juste titre réaffirmé, et où la volatilité des prix agricoles et le problème de la faim dans le monde appellent à des politiques publiques réinventées, non pas contraires mais avec les marchés.

Par bien des aspects, le message de Mansholt sur la « croissance zéro » paraît précurseur d'une autre prise de conscience, celle des limites du produit intérieur brut (PIB) et de la nécessité de mesurer d'autres facteurs déterminant la qualité de vie, comme il le soulignait plus de vingt-cinq ans avant que la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, réunie à l'initiative du président Nicolas Sarkozy en 2008, ne recommande d'instaurer de nouveaux instruments de mesure de la richesse des nations qui tiennent compte du niveau de vie réel des individus.

Mansholt tirait cependant de ces intuitions une conclusion stricte. Il avait du progrès une vision mitigée : il soulignait que les opportunités nouvelles génèrent des difficultés nouvelles et semblait en conclure qu'un certain conservatisme s'imposait. Or l'enjeu du développement dura-

ble, ce n'est pas la croissance zéro mais le renouvellement des méthodes de mesure de la « croissance » et un arbitrage dynamique entre les bienfaits et les limites du progrès, des marchés, des politiques et des comportements. ■

Pierre Jacquet, chef économiste, Agence française de développement.

Le Monde
Siège social : 80, bd Auguste-Blanqui
75707 PARIS CEDEX 13
Tél. : +33 (0)1-57-28-20-00
Fax. : +33 (0)1-57-28-21-21
Télex : 206 806 F
Edité par la Société éditrice du « Monde » SA,
Président du directoire,
directeur de la publication :
Louis Dreyfus
Directeur du « Monde »,
membre du directoire :
Erik Izraelewicz
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'Administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 0712 C 81975.
ISSN : 0395-2037
Pré-presses Le Monde
Impression Le Monde
12, rue M.-Gunsbourg
94852 Ivry Cedex
Printed in France